

partie la dégradation de la vie économique au Canada. C'est ce gouvernement-là qui nous a dit qu'avec l'assurance médicale et le régime des pensions nos maux disparaîtraient, et qui nous donne la même assurance douceureuse aujourd'hui en parlant de l'assurance-chômage, du nouveau Code du travail, de la nouvelle loi sur la concurrence et du nouveau régime d'allocations familiales. On prétend alors que lorsque ces mesures seront adoptées, nous en serons arrivés à l'âge d'or. Quelle fausseté!

Chaque fois que nos grands prophètes ont solennellement et pompeusement annoncé que nous y arriverions d'ici peu, nous avons accepté leurs promesses d'emblée, nous avons cru quelque peu en leurs hypothèses. Par la suite, pourtant, les gens se sont mis à se poser des questions. On a trouvé qu'il était difficile de croire qu'au cours des quelques dernières années on ait laissé derrière soi un tel dossier d'espoirs non assouvis, de promesses brisées, de quasi désastres de bonnes intentions frustrées et d'intentions louches comblées, si l'on avait été guidé par autre chose que l'erreur et les positions erronées.

On en est arrivé au plus haut point de cette abjection, lorsque jeudi dernier, le ministre des Finances et ses collègues qui se sont aventurés dans le désert du monde économique sans carte et sans se guider sur les étoiles, ont exposé leurs intentions à la Chambre. Tout ce qui leur tenait déjà à cœur, toutes les prémisses qu'ils avaient établies, toutes les lignes de conduites importantes sur l'économie qu'ils avaient endossées ont été mises de côté lorsqu'ils ont fait le demi-tour le plus spectaculaire que l'on ait connu de récente mémoire.

Une voix: Essayez d'être plus objectif.

M. Baldwin: Bon nombre de personnes ont changé d'avis et il est juste qu'elles le fassent, mais aucune n'a laissé de traces aussi repoussantes que le ministre des Finances jeudi dernier. Exactement une semaine avant, le ministre des Finances et ses collègues—non seulement ses collègues discrédités—s'étaient opposés à un programme positif de réduction fiscale et de stimulation industrielle et avaient voté contre. Je ne prendrai pas le temps d'approfondir les détails, et même si j'en avais le temps le Règlement me l'interdirait sans doute, mais le jeudi 7 octobre on a mis aux voix à la Chambre une motion prévoyant un programme de stimulation de l'économie, de réductions fiscales et d'encouragements, le genre de programme que les membres de mon parti et du parti à ma gauche ont demandé instamment au gouvernement d'adopter, mais il a été radicalement rejeté par le gouvernement qui a voté contre. Le ministre des Finances, son secrétaire parlementaire et le ministre de l'Agriculture ont tous voté contre.

M. Mahoney: Votre moment était particulièrement mal choisi.

M. Baldwin: C'est précisément la même chose que celle qui a été exposée à la Chambre une semaine plus tard et dont on a dit pompeusement: «Voilà ce que le gouvernement va faire». Comment peut-on faire confiance à un gouvernement qui est composé de gens de cette sorte?

M. Mahoney: Levez-vous et applaudissez Jed. Ne critiquez pas l'opposition de cette façon.

Une voix: Ne soyez pas partisan.

M. Baldwin: J'ai encore beaucoup d'autres choses à dire. Je veux simplement répéter, avec la même objectivité, ce que j'ai déjà dit, à savoir qu'il est temps que le gouvernement révise sa position, détermine ses objectifs

et dise au peuple canadien qu'il se peut que des allègements fiscaux soient nécessaires et qu'il faille également résoudre les autres problèmes que j'ai exposés, mais que le point important dans ce pays aujourd'hui, c'est de créer un climat et de mettre au point des stimulants qui permettront la réalisation de ce besoin instinctif des hommes d'améliorer leur situation. De cette façon, et avec l'aide des stimulants dont nous avons besoin, le pays avancera peut-être sur la voie du progrès et sortira de l'abattement dans lequel le gouvernement l'a plongé.

Même à cette date tardive, si le gouvernement désirait réellement le faire, je suis sûr qu'il obtiendrait de ce côté de la Chambre le genre de soutien qui serait nécessaire pour un programme de cette sorte. Mais nous ne pouvons croire que le gouvernement, nous ne pouvons avoir confiance en lui le peuple du Canada, ne peut avoir confiance en lui, lorsque nous voyons le genre de farces auxquelles il s'amuse.

J'arrêterai cette partie de mon exposé et laisserai là de plus sévères critiques, que j'ai l'intention de reprendre à une date ultérieure, dans l'espoir que le gouvernement accordera une certaine attention à ce que j'ai à dire et décidera d'agir d'une manière raisonnable et modérée pour ramener à ce pays le genre de climat économique auquel il peut prétendre.

Des voix: Le vote.

M. McQuaid: Monsieur le président, il serait vraiment dommage de gâcher un bon discours en le commençant si tard ce soir. Avec votre permission, puis-je déclarer qu'il est 10 heures?

M. le président: L'honorable député a ma permission. S'il a la permission d'autres honorables députés, nous pourrions déclarer qu'il est 10 heures.

Des voix: D'accord.

(Rapport est fait de l'état de la question.)

LA MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 40 du Règlement.

LA SANTÉ—L'ORTHOGÉNIE—LES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS ET AUX ORGANISMES VOLONTAIRES

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'ai mentionné l'autre soir qu'une subvention de \$25,000 avait été accordée par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social à une association du nom de Serena qui préconise le recours à des méthodes orthogéniques dont le taux d'échec est de 25 p. 100. J'ai demandé au ministre si des subventions semblables seraient consenties aux municipalités et aux organismes bénévoles qui préconisent des méthodes dont le taux d'échec s'est révélé inférieur. Au lieu de répondre simplement à ma question, le ministre m'a distillé toute une théorie fondée sur le Régime d'assistance publique du Canada et il a refusé de donner crédit à ma déclaration selon laquelle le Senera avait enregistré 25 p. 100 d'échecs. C'est sans doute parce que j'avais commis l'erreur de dire 24 p. 100, mais j'en doute.

Il est curieux que le ministre rejette le pourcentage d'échecs de 25 p. 100 dont je lui ai fait part, car je l'ai